

Communiqué de presse
M-real : la lutte a payé
Annulation du plan de licenciements
Mercredi 23 juin 2010



Communiqué du maire d'Alizay et conseiller général, Gaëtan Levitre

« Je me félicite de la décision prise par le TGI d'Evreux. Cela montre que la lutte que les salariés de M-real ont menée a porté ses fruits. Les salariés ont eu raison de « tenir » pendant ces 8 mois, de ne pas céder au découragement. Comme le Conseil Municipal et moi-même l'avons affirmé jeudi 17 juin, la direction de M-real doit être forcée à négocier. Nous demandions même que l'entreprise finlandaise cède l'usine pour un euro symbolique, puisqu'elle semblait vouloir se débarrasser de la pâte, pour fermer ensuite l'usine toute entière.

Le pouvoir judiciaire a réalisé ce que les ministres concernés, messieurs Le Maire et Estrosi, ont été incapables de faire : empêcher le plan social, et contraindre M-real à dialoguer avec des repreneurs très intéressés par la production de pâte à papier. Je serai aux côtés des salariés comme nous l'avons été depuis le début de la lutte avec le collectif pour le maintien et le développement de l'emploi, lorsqu'il s'agira d'envisager une reprise de l'usine dans les meilleures conditions. »

Communiqué du PCF 27

La fédération de l'Eure du parti communiste français et la section PCF Eure Seine se félicitent bien évidemment de cette belle et juste nouvelle. Comme quoi l'action militante, constructive et déterminée paye.

A ce sujet, rappelons que le Conseiller régional communiste, Jean-Luc Lecomte a interpellé Bruno Le Maire en réunion plénière du Conseil Régional, mardi 22 juin. Une occasion toute particulière de lui de demander des comptes quant à son soi-disant engagement pour la sauvegarde de l'emploi chez M-real. Sa réponse fut pour le peu « évasive ». La campagne des régionales terminée, Bruno Le Maire ne communique plus que par des effets d'annonces qui ne séduisent plus personne.

Dernière minute : Annulation du plan social

Le Tribunal de Grande Instance d'Evreux vient de rendre son verdict : le plan social a été annulé. La lutte acharnée des salariés aura payé. M-real est contrainte à examiner les propositions de reprise, ainsi que les solutions alternatives promues par le collectif pour le maintien et le développement de l'emploi chez M-real. Les actions menées auront mis en lumière l'absurdité du plan social. C'est aussi une reconnaissance du travail du collectif pour le maintien et le développement de l'emploi, qui s'est réuni chaque semaine à la mairie d'Alizay depuis 8 mois.

Des propositions reconnues par la justice

Les organisations syndicales, le collectif pour le maintien et le développement de l'emploi, ont montré que l'activité était plus que rentable, avec une pâte à papier à plus de 1000 \$ la tonne. La fermeture de l'usine de pâte correspond à une volonté de M-real d'asphyxier ses concurrents, notamment les repreneurs envisagés Arjo-Wiggins et Tops Consults en les privant d'une pâte à papier produite en France et de bonne qualité. A terme, c'était toute l'usine qui était menacée (415

salariés). L'unité de fabrication de pâte est un outil de travail exceptionnel, qui doit être remis en route ; il faut que les salariés reviennent à leurs postes de travail, et que l'activité soit reprise par un autre groupe.

Nous demandons :

- La reprise de l'usine par un autre groupe et redémarrage immédiat de la production de pâte à papier
- Le maintien et développement de l'emploi sur le site d'Alizay.
- La cession de l'usine, jugée non rentable par M-real pour un euro symbolique
- Diversification de l'activité, pour que le site soit pérenne quelle que soit la conjoncture économique (production d'énergie à partir de la biomasse, diversification des types de papier produit...)

Contact presse : Arnaud Levitre, collaborateur du maire au 06.77.52.94.48